

## Les Pages jaunes menacées par un «hold-up financier»

PAR DAN ISRAEL  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 12 MARS 2018



Les membres de l'intersyndicale SoLocal, le 9 mars à La Défense.

Le groupe SoLocal, qui détient le célèbre annuaire, a annoncé qu'il allait supprimer 1 000 postes sur 4 400. Une saignée officiellement justifiée par la transition vers le numérique. Mais les salariés dénoncent une supercherie : le plan vise surtout à satisfaire les attentes financières des actionnaires.

À l'étroit dans un de ces petits sous-sols accessibles depuis le parvis central dont regorge La Défense, ils s'observent en chiens de faïence. Ce vendredi 9 mars, d'un côté des barrières se tiennent les petits actionnaires de SoLocal Group, l'entité qui regroupe les Pages jaunes et Mappy. Ils se hâtent d'entrer pour accéder à l'assemblée générale annuelle du groupe, où ils approuveront notamment la politique de rémunération de ses dirigeants, dont les 520 000 euros annuels dévolus au nouveau directeur général Éric Boustouller, ancien dirigeant de Microsoft arrivé à l'automne. Ce dernier aura aussi droit à un bonus susceptible de tripler ce salaire, en fonction de l'évolution du cours de Bourse, de la rentabilité de l'entreprise et de la réduction des coûts. Sans oublier le cadeau de bienvenue qui lui est réservé : un million d'actions gratuites (valorisées aujourd'hui 1,1 euro chacune), attribuées en « *contrepartie à la renonciation par l'intéressé à des droits significatifs*

de rémunération à long terme au titre de ses anciennes fonctions », selon les documents de l'assemblée générale.



De l'autre côté des barrières, quelques dizaines de salariés, militants syndicaux pour la plupart, espèrent faire entendre leur colère. Ils dénoncent sans relâche le très sévère plan de restructuration présenté par la direction de SoLocal le 13 février : 1 000 emplois supprimés en deux ans, pour un groupe qui emploie 4 400 personnes. Mais la saignée sera encore plus sévèrement ressentie puisqu'elle se concentre sur les Pages jaunes, qui comptent 3 600 salariés. 40 à 50 % des suppressions de poste concernent les commerciaux, suivis par les équipes marketing et managériales (15 % chacune).

L'entreprise compte aujourd'hui vingt-trois sites en France. Elle compte désormais regrouper son activité autour de sept « *hubs* » : le siège à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), quatre sites pour la vente et le support client, et deux sites de production. Le 1<sup>er</sup> mars, 600 salariés, venus de toute la France, se sont rassemblés devant le siège de l'entreprise pour protester. Représentés par une large intersyndicale, ils sont vent debout. À 55 ans, Erik, 28 ans de maison, en est un bon exemple. Basé à Nancy, où l'antenne des Pages jaunes compte plus de 150 salariés, il a de bonnes raisons de s'inquiéter : l'implantation locale sera entièrement fermée, et les salariés incités à aller s'installer à Lille. Inenvisageable pour Erik, avec des enfants scolarisés et un crédit immobilier à rembourser.

La situation s'annonce bientôt critique pour lui... et pour sa femme, dans l'entreprise depuis 18 ans. « *J'ai fait entrer ma femme, on a tous fait ça, inciter les membres de notre famille à entrer dans ce qui était, est toujours, une belle boîte* », raconte Erik. Le couple a appris la très mauvaise nouvelle un matin, à la radio,

avant que l'information ne soit confirmée par un mail interne. Un choc. « *C'est comme si on se prenait une bagnole en pleine tête sur la route des vacances...* » Aujourd'hui, Erik est « *en rogne* » : « *Après le choc, c'est la colère. On va gonfler le jabot, et y aller, au combat.* »

À La Défense, le ton est le même. D'autant que le détail des 240 suppressions de poste prévues pour les 1 200 salariés du siège de l'entreprise commence à être connu. « *Les salariés sont écœurés, dégoûtés. Nous sommes très en colère,* témoignent Hélène Ganchou et Clarisse Bénard, déléguées syndicales CGT au siège. *La direction nous méprise. Elle a commencé à informer les salariés du siège concernés, service par service. Certains sont fusionnés, d'autres disparaissent, c'est du saupoudrage, tout le monde va être touché. Certains ont appris en réunion plénière qu'ils étaient concernés, et ça continuera jusqu'à la mi-mars...* » Pas loin, un salarié désespéré glisse : « *C'est la descente aux enfers, on ne peut rien faire.* »



Les membres de l'intersyndicale SoLocal, le 9 mars à La Défense.

Mais l'intersyndicale espère faire mentir ce constat fataliste. Sans, pour l'heure, beaucoup d'éléments pour nourrir leur espoir. Le vendredi 2 mars, ils ont tenté de présenter un plan alternatif à la direction, exigeant une visibilité réelle sur la stratégie de l'entreprise à trois ans et qu'elle s'engage à réinvestir 90 % du bénéfice dans l'entreprise, à maintenir l'emploi ainsi que les sites locaux. Ils ont reçu une nette fin de non-recevoir. La prochaine réunion est prévue le 13 mars, mais aucun signe ne permet de penser que le blocage sera levé. Les syndicats parlent de « *violence* », de « *cynisme* » et de « *mépris des salariés* ».

L'entreprise argue de difficultés économiques pour justifier son plan de licenciements : un chiffre d'affaires en baisse de 6 % à 756 millions d'euros

en 2016, des bénéfices des activités réelles en baisse eux aussi de 6 %, à 51 millions. Une justification qui fait s'étrangler les salariés : au lendemain même de l'annonce du plan social à venir, SoLocal a en fait publié un bénéfice net de 336 millions d'euros, en hausse de plus de 500 % en 2017 ! Un excellent chiffre dû en grande partie à la restructuration de la dette, passée de la somme astronomique de 1,2 milliard à 400 millions d'euros.

### Le virage numérique a déjà eu lieu

Officiellement, l'entreprise ambitionne de devenir « *un champion français du digital* », le « *portail unique de services du digital aux entreprises* », qui pourrait offrir tout un arsenal de services en ligne aux entreprises : publicité numérique, création de sites, e-réputation, gestion de l'audience... Mais les syndicats dénoncent la mauvaise foi de ce discours bien amené. Car l'éditeur d'annuaires s'est déjà transformé en agence de communication numérique, en direction des TPE-PME. « *L'opinion publique croit avoir compris qu'on manifeste parce que l'annuaire papier est mort, et qu'il s'agit d'une histoire de mauvaise adaptation au monde moderne, mais on n'est pas du tout sur ces sujets,* martèle Frédéric Gallois, délégué syndical FO. *Cela fait plus de dix ans que la transition numérique est effectuée chez Pages jaunes. 86 % du chiffre d'affaires est déjà effectué dans les activités numériques ! Ce virage est derrière nous.* »

« *Aujourd'hui, nous sommes déjà le partenaire privilégié de la communication numérique locale des professionnels, et dans ce domaine nous sommes leaders,* confirme Nadine Champrou, élue CFDT et représentante de l'intersyndicale. *Les gens qui consultent les Pages jaunes cherchent des professionnels pour acheter, consommer, nous avons une vraie valeur ajoutée. Sans parler de notre filiale spécialisée dans le marketing ciblé online.* »

La méfiance est encore renforcée depuis l'annonce que SoLocal **pourrait mettre un terme** à la diffusion des annuaires papier. Idéal pour donner du crédit au récit selon lequel l'entreprise doit s'adapter à marche forcée au monde du numérique. Mais ce récit est tout simplement faux : les bonnes vieilles Pages jaunes

gènèrent encore 120 millions de chiffre d'affaires et sont, selon les syndicats, extrêmement rentables, avec un taux de marge de 40 à 50 % !

Les créanciers sont devenus les premiers actionnaires

Les salariés sont tous d'accord pour dénoncer ce qu'ils considèrent purement et simplement comme « *un hold-up financier* ». « *Comment y voir une logique autre que financière ?*, interroge Nadine Champrou. *On nous a présenté une stratégie de façade, sans que l'on puisse décrypter ce qu'il y a derrière, et comment elle pourrait créer de la croissance pour l'entreprise. Nous demandons une explication claire et structurée du plan : pourquoi autant de suppressions d'emploi ? Pourquoi tel poste disparaît et pas tel autre ? Et s'il y a vraiment des postes à supprimer, nous voulons uniquement des départs volontaires.* »

Un observateur extérieur, bon connaisseur des pratiques financières du groupe, souligne que le plan annoncé « *n'est pas du tout dans l'intérêt social de l'entreprise, mais bien dans celui des actionnaires créanciers* » : « *La restructuration annoncée n'est pas financée ; en revanche, les équipes dirigeantes pourront se partager un bonus financier de 18 millions d'euros, sous forme d'actions, s'ils atteignent l'objectif d'un cours de l'action à 1,98 euro en décembre 2020 et s'ils parviennent à faire monter l'Ebitda, l'excédent brut d'exploitation.* » Et pour gonfler l'Ebitda, une stratégie de choix est justement de faire baisser les coûts, notamment salariaux. « *Ils veulent 120 millions de réduction de coûts tous les ans, c'est leur seul but*, souligne Frédéric Gallois. *C'est un plan financier à court terme. On craint que d'ici à 2020, aucun projet industriel ne soit mis en œuvre, et que l'entreprise ne soit en danger de mort.* »

Il est vrai que les salariés ont des raisons de se méfier des manœuvres purement financières. Comme Mediapart l'avait raconté **dans un article fouillé** de Martine Orange il y a un an, les Pages jaunes ont déjà été victimes du pire du capitalisme financier. Elles ont été vendues et introduites en Bourse en 2004 et 2006 pour désendetter leur maison mère, France Télécom, plombée par l'éclatement de la bulle internet. Mais cette vente s'est faite sous la forme du plus gros LBO de l'époque en France. Orchestrée par les fonds d'investissement de Goldman Sachs et KKR, cette manœuvre voulait que l'entreprise se rachète elle-même, au prix d'une dette colossale et de remboursements démesurés qui se sont finalement révélés intenable.

Dix ans après ce LBO désastreux, et face à cette dette écrasante, les salariés avaient été appelés à se sacrifier lors d'une assemblée générale épique, le 15 décembre 2016, pour éviter une faillite organisée par les créanciers de l'entreprise. Ces fonds vautours ont finalement réussi à mettre la main sur la plus grande partie de SoLocal, et à faire en même temps des bénéfices sur leur investissement... Il y a un an, Mediapart annonçait déjà que l'étape suivante logique pour maintenir une rentabilité financière forte passait par des réductions d'effectifs. On y est aujourd'hui. « *Les créanciers se sont très largement remboursés, et maintenant, ils veulent récupérer de l'argent frais. Chacun son métier : ce sont des requins, voilà tout, comment leur en vouloir ?* », grince Saïdi Ichir, élu CFDT. La politique de rémunération des dirigeants, validée par l'assemblée générale de ce vendredi, est justement destinée à s'assurer que les têtes des Pages jaunes alignent leurs intérêts sur ceux des créanciers actionnaires. Et pas sur ceux de leurs salariés, ou même de l'entreprise.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.